

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 septembre 2020 - Vigeois

Afférents au C.C : 2

En exercice : 25

Présents ou remplacés par un suppléant : 17

Votants : 18

L'an deux mil vingt le 07 septembre par arrêté du 1^{er} septembre 2020, le Conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche s'est réuni au foyer culturel de Vigeois, sous la présidence de Mme Catherine CHAMBRAS.

Étaient présents : M. Christian BELLEVILLE, Mme Delphine BOUDET, Mme Corinne BOUYASSE, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Catherine CHAMBRAS, Mme Odette CIBLAC, Mme Miléna LOUBRIAT, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Anne-Marie CESSAC, Mme Danielle DUMONT, Mme Chrystèle FOURNIÉ, M. Paul FREYSSINET, Mme Isabelle LAMBERT, Mme Christine LAPORTE, M. Claude PEGOURDIE, Mme Audrey ROCHER-VANDAELE, M. Alain TRASSOUDAIN

Absents excusés : M. Serge BOURBOULOUX, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Michel LAUTRETTE, Mme Marjolaine GODET, M. Benjamin LAPORTE, Mme Véronique SAUBION, Mme Janine POUJOL ayant donné pouvoir à Mme Isabelle LAMBERT

Secrétaire de séance : Marie FOURNY

Madame Catherine CHAMBRAS – Présidente - accueille les membres du conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche. Elle accueille et remercie de leur présence M. COLLIGNON – Président de la Mission Locale – et Mme Patricia DUMOND – Directrice de la Mission Locale.

M. COLLIGNON : Mission Locale est une structure créée en 1982 pour s'occuper des jeunes dans leur globalité (logement, santé, travail...). Cette structure est rattachée au ministère du travail et de l'insertion.

Il y a une volonté de créer un projet avec les jeunes pour s'insérer dans l'emploi notamment. A noter que les jeunes ont une vision différente, une relation différente au travail que les générations passées (par exemple, les jeunes aiment l'intérim, la souplesse que cela apporte...).

La place des élus dans les Missions Locales est très importante : Mission locale peut mettre en place les différentes politiques (de l'État, de la Région (avec la formation, l'orientation...), du département (Boost Jeunes en Corrèze) voire des politiques du territoire.).

Il est rappelé que le public concerné par l'action de la Mission Locale sont les jeunes de 16 ans jusqu'à leur 26^{ème} anniversaire, avec ou sans diplôme, quelque soit la formation, le cursus... Il est important de ne pas créer de « ghettos » pour les jeunes en difficultés et rappeler que le diplôme ne protège malheureusement pas.

Sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, il y a aussi :

- Un accompagnement auprès des détenus, véritable spécificité territoriale.
- Beaucoup de jeunes femmes avec des enfants et sans permis, ce qui accroît les difficultés.
- ⇒ Il s'agit donc d'un travail long pour développer un véritable accompagnement, en moyenne 2 ans.
- ⇒ Augmentation des demandes et des recherches sur le territoire : alternance, hôtellerie/restauration, bâtiment.

Il est primordial de redonner confiance au jeune et de le « redynamiser » (trouver un rythme encadré et structuré).

La Mission Locale souhaite développer ce lien avec les employeurs pour connaître les attentes, les modalités d'accueil... on s'aperçoit que certains jeunes sont prêts à l'emploi mais qu'ils n'ont pas les codes (lettre de motivation, préparation à un entretien...).

M. COLLIGNON insiste sur le rôle et la place des élus de territoire : ils connaissent leur commune et les jeunes qui s'y trouvent. Ils sont le lien entre le jeune et la Mission Locale, il ne faut pas à diffuser l'information et faire remonter les besoins et les connaissances de situations difficiles.

Il est rappelé l'obligation de formation pour les 16-18 ans ayant quitté le système éducatif. Ce suivi incombe aux Missions Locales qui doivent faire un signalement au Conseil départemental en cas de non-respect des règles par un jeune => c'est un droit nouveau offert aux jeunes : le droit d'être accompagné et suivi.

- Obligation de scolarité jusqu'à 16 ans
- Obligation de formation jusqu'à 18 ans (depuis le 01/09/2020).

La Mission Locale a rencontré des chefs d'établissement pour trouver un système « parcours » afin d'accompagner les jeunes pour que ceux-ci ne « décrochent » pas du jour au lendemain : comment bâtir quelque chose pour éviter l'abandon et sensibiliser les jeunes. Il faut parfois les aider et analyser le handicap qui peut les conduire aux difficultés (apprentissage, relationnel...)

C. CHAMBRAS : il y a un lien entre la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche et le Club entreprise du territoire : un forum a été organisé au collège par exemple. Les chefs d'entreprises ont également le discours « le diplôme ne fait pas tout, parfois la volonté, le respect des codes valent plus que le diplôme ».

J.-J. CAFFY : Il est important d'avoir un lien entre les établissements scolaires et la mission locale ; on s'aperçoit que les jeunes ont des difficultés pour la mise en place des règles précédant le recrutement (écriture de la lettre de motivation, du CV, la présentation lors d'un entretien...).

D. BOUDET : Souvent la motivation, le savoir-être priment sur le diplôme.

M. COLLIGNON rappelle que chaque trimestre, la Mission Locale adresse aux communes un point de situation.

Un nouveau dispositif 1 jeune, 1 solution a été mis en place : 3 axes : faciliter l'entrée dans la vie professionnelle, orienter et former les jeunes vers les secteurs et les métiers d'avenir et accompagner des jeunes éloignés de l'emploi.

M. COLLIGNON rappelle qu'un forum est organisé à Tulle et que les employeurs et les jeunes inscrits à la Mission Locale sont invités. Les collèges sont invités à faire le lien. A noter que les CFA sont également conviés.

Il y a une nouvelle culture : aller en entreprise pour apprendre au mieux un métier. On constate que souvent un jeune, motivé avec un savoir être, qui arrive à décrocher quelque chose voire un diplôme.

COMPTE RENDU
Séance du conseil d'administration CIAS
07 septembre 2020 - Vigeois

C. BOUYASSE : Le rôle des élus dans le repérage est important, car ils connaissent le territoire, le tissu économique (artisans, commerçants, agriculteurs...). La Mission Locale a un rôle facilitateur. Il faut rappeler que même si un jeune a un diplôme, il est important que celui-ci, en l'absence d'emploi, s'inscrive à la Mission Locale pour être accompagné ; mais il est vrai que le jeune diplômé ne se sent pas concerné par la Mission Locale. Les actions et le rôle de cette structure sont méconnus et il est important qu'ils soient revalorisés et présentés aux élus et aux jeunes pour une prise de conscience.

Madame la Présidente salue la présentation faite et précise que l'information faite ce jour sera relayée en conseil communautaire.

INSTALLATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE (CIAS)

Vu la délibération 2016.09.09 du 26 septembre 2016 portant création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche (ou CIAS du Pays d'Uzerche),

Vu les statuts du CIAS du Pays d'Uzerche

Considérant que le Président de l'EPCI est le Président du CIAS, Mme Catherine CHAMBRAS – Présidente - procède à l'appel des membres du conseil d'administration du CIAS.

COLLEGE 1 :

NOMS	PRESENTS	ABSENTS	POUVOIR
Christian BELLEVILLE	X		
Delphine BOUDET	X		
Serge BOURBOULOUX		X	
Corinne BOUYASSE	X		
Jean-Jacques CAFFY	X		
Mme Catherine CHAMBRAS	X		
Jean-Claude CHAUFFOUR		X	
Odette CIBLAC	X		
Jean-Michel FAUGERAS		X	
Michel LAUTRETTE		X	
Miléna LOUBRIAT	X		
Janine POUJOL		X	Isabelle LAMBERT
Nathalie RAUFLET	X		

COLLEGE 2 :

NOMS	PRESENTS	ABSENTS	POUVOIR
Anne-Marie CESSAC	X		
Danielle DUMONT	X		
Marjolaine GODET		X	
Chrystèle FOURNIÉ	X		
Paul FREYSSINET	X		
Isabelle LAMBERT	X		
Benjamin LAPORTE		X	
Christine LAPORTE	X		
Claude PEGOURDIE	X		
Audrey ROCHER-VANDAELE	X		
Véronique SAUBION		X	
Alain TRASSOUDAIN	X		

Après appel de chacun des délégués constituant l'organe délibérant du CIAS du Pays d'Uzerche, Mme Catherine CHAMBRAS déclare installé le Conseil d'Administration dudit CIAS.

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 septembre 2020 - Vigeois

ELECTION DU VICE-PRESIDENT DU CIAS DU PAYS D'UZERCHE

Vu la délibération 2016.09.09 du 26 septembre 2016 de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche portant création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche (ou CIAS du Pays d'Uzerche),

Vu les statuts du CIAS du Pays d'Uzerche ;

Madame la Présidente rappelle que conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles, le conseil d'administration élit en son sein un vice-président qui le préside en l'absence du Président.

Considérant que Madame la Présidente du CIAS a invité les membres du conseil d'administration à faire acte de candidature, Considérant que Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche en charge des questions relatives à la santé, à la cohérence du territoire dans le cadre notamment de la Convention Territoriale Globale, à l'accessibilité intercommunale et aux affaires sociales, s'est portée candidate à la fonction de vice-président du CIAS du Pays d'Uzerche ;

Après dépouillement du scrutin, les résultats du vote sont les suivants :

Nombre d'inscrits : 18

Nombre de conseillers présents n'ayant pas pris part au vote : 0

Nombre de votants (nombre de bulletins dans l'urne) : 18

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 18

Majorité absolue : 10

NOM ET LE PRENOM DES CANDIDATS	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
BOUYASSE CORINNE	18	Dix-huit

Mme Corinne BOUYASSE a obtenu 18 voix.

Mme Corinne BOUYASSE ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée Vice-Président(e) et a été installée.

Mme Corinne BOUYASSE a déclaré accepter d'exercer cette fonction et assure donc la vice-présidence du CIAS du Pays d'Uzerche.

DELEGATIONS A LA PRESIDENTE

Vu la délibération 2016.09.09 du 26 septembre 2016 du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche portant création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche (ou CIAS du Pays d'Uzerche),

Vu les statuts du CIAS du Pays d'Uzerche ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles R.123-27, R.123-21, R123.22

Madame la Vice- Présidente rappelle au conseil d'administration que ce dernier règle par ses délibérations les affaires du CIAS.

Il peut toutefois, conformément aux dispositions de l'article R123-21 du code de l'action sociale et des familles, donner délégation de pouvoirs à son président dans les matières prévues au même article :

1. Prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, qui peuvent être passés selon une procédure adaptée en raison de leur montant et dans la limite de 199 999 € HT ;
2. Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
3. Conclusion de contrats d'assurance ;
4. Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère ;
5. Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
6. Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui, quel que soit l'objet de l'action (affaires concernant les services du CIAS, le personnel, les équipements...).
7. D'accorder, sous sa surveillance et sa responsabilité, tout ou partie de ses délégations à la Vice-Présidente par arrêté.

Où l'exposé de Madame la Vice- Présidente et après en avoir délibéré, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** de déléguer à Madame la Présidente les pouvoirs tels que présentés ci-dessus.
- **RAPPELLE** que par délibération 2019.12.13, Madame la Présidente est autorisée pour l'année 2020 à recruter des agents contractuels pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles et signer les contrats correspondants.
- **RAPPELLE** qu'à chaque séance du Conseil, il sera procédé à un compte-rendu des décisions prises sur le fondement de la présente délégation.

REPRESENTATIVITE DU CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE A LA MISSION LOCALE

Madame Corinne BOUYASSE – Vice-Présidente rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, de par ses statuts, est membre de la Mission locale pour l'insertion socio-professionnelle des Jeunes de l'arrondissement de Tulle. Cette compétence relevant de l'action sociale d'intérêt communautaire, les représentants doivent être désignés au sein du conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche.

Considérant que le conseil d'administration a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres.

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 septembre 2020 - Vigeois

- **ELIT** Monsieur Claude PEGOURDIE comme délégué titulaire représentant le CIAS du Pays d'Uzerche au sein de la mission locale et Madame Danielle DUMONT comme déléguée suppléante.
- **RAPPELLE** que Madame la Présidente est un membre de droit représentant le CIAS du Pays d'Uzerche au sein de la mission locale

REPRESENTATIVITE DU CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE AU SEIN d'AIDA (portage repas)

Madame Corinne BOUYSSSE – Vice-Présidente rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche a créé le CIAS du Pays d'Uzerche afin que celui-ci exerce les missions relatives à l'action sociale d'intérêt communautaire.

Aussi, la structure étant membre de l'association AIDA (aide au portage de repas), il convient de désigner les représentants (5 délégués dont 3 siégeant aux comités d'administration, étant entendu que l'un de ces trois membres est Madame la Présidente).

Considérant que le conseil d'administration a décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des membres.

- **ELIT** Mesdames Catherine CHAMBRAS, Miléna LOUBRIAT, Anne-Marie CESSAC, Nathalie RAUFLET et Odette CIBLAC comme déléguées représentant la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au sein de l'association AIDA
- **DIT** que parmi ces 5 représentants, Mesdames Catherine CHAMBRAS, Miléna LOUBRIAT et Nathalie RAUFLET siégeront aux comités d'administration.

INSTANCE DE COORDINATION A L'AUTONOMIE (ICA) **GESTION D'UN SERVICE DE TRANSPORT A LA CARTE PAR TAXI**

Dans le cadre de l'ICA, un service de transport à la carte par taxi a été mis en place pour les personnes âgées et handicapées du territoire.

Le budget du service prend en charge 50% du prix du transport pour 2 déplacements par mois sur le territoire de la Communauté de communes, et exceptionnellement hors du territoire de la Communauté de communes pour des rendez-vous médicaux, si une attestation de non prise en charge de la sécurité sociale est présentée.

Madame la Présidente rappelle qu'une convention a été passée avec des exploitants de taxis, pour l'exécution d'un service de transports routier à la carte.

Madame la Présidente informe qu'une entreprise de taxi « Taxi Fougeanet », a racheté la licence de taxi de Mme PLACIDE Marie Laure d'Uzerche. Jusqu'à présent, Mme PLACIDE ne facturait aucune de ses courses à l'ICA. La société « Taxi Fougeanet » a déposé un dossier de conventionnement

Sachant que ce service ne bénéficie d'aucune subvention de la part du Conseil Départemental, et qu'aucun frais de gestion n'est facturé à l'utilisateur, le service de transport est donc déficitaire.

La Présidente interroge le conseil d'administration sur les modalités de fonctionnement du service compte tenu de ces nouveaux éléments.

Après présentation de la situation actuelle (prise en charge de 2 trajets mensuels à hauteur de 50 % sur le territoire sauf cas exceptionnels) et après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **CONSIDERE** que ce service est un service nécessaire permettant aux bénéficiaires de rompre l'isolement et assurer certaines activités
- **DECIDE** de maintenir les conditions de fonctionnement du service transport à la carte par taxi comme validé par délibération 2019.12.03 du 09 décembre 2019.

INSTANCE DE COORDINATION A L'AUTONOMIE (ICA) : TRANSPORT A LA CARTE PAR TAXI

Dans le cadre de l'ICA, un service de transport à la carte par taxi a été mis en place pour les personnes âgées et handicapées du territoire. Le budget du service prend en charge 50% du prix du transport pour 2 déplacements par mois sur le territoire de la Communauté de communes, et exceptionnellement hors du territoire de la Communauté de communes pour des rendez-vous médicaux, si une attestation de non prise en charge de la sécurité sociale est présentée.

Madame la Présidente rappelle qu'une convention a été passée avec des exploitants de taxis, pour l'exécution d'un service de transports routier à la carte.

Madame la Présidente informe qu'une entreprise de taxi « Taxi Fougeanet », basée à Chamboulive, a racheté la licence de taxi de Mme PLACIDE Marie Laure d'Uzerche, et demande à pouvoir conventionner avec le service ICA pour transporter les adhérents au même titre que les taxis conventionnés.

Selon le KBis fourni, il dispose d'une autorisation de stationnement sur la commune d'Uzerche.

Après délibération, le conseil d'administration à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente, ou son représentant, à signer les conventions et tous documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget du CIAS du Pays d'Uzerche.

ICA / Ateliers de prévention du vieillissement

Madame Corinne BOUYSSSE – Vice-Présidente- rappelle que dans le cadre de l'Instance de Coordination de l'Autonomie, différents ateliers sont mis en place sur le territoire du CIAS du Pays d'Uzerche, dont :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou son affichage, et/ou sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat. Acte rendu exécutoire après transmission au représentant de l'Etat dans le département et publication ou affichage ou notification aux intéressés.

COMPTE RENDU

Séance du conseil d'administration CIAS

07 septembre 2020 - Vigeois

- un « atelier gym et marche nordique », sur la commune d'Uzerche le jeudi de 10h30 à 11h30
- un « atelier gym et marche nordique », sur la commune de Masseret le lundi de 14h à 15h
- un « atelier gymnastique adaptée » sur la commune de Vigeois le mercredi de 10h30 à 11h30
- un « atelier gymnastique adaptée » sur la commune de Perpezac le Noir le mardi de 9h à 10h
- un « atelier gymnastique adaptée » sur la commune d'Ornac sur Vézère le mardi de 10h30 à 11h30

Pour ce faire, il convient d'autoriser Madame la Présidente à signer des conventions de prestations de services avec **Profession Sport Limousin**, afin de garantir une animation par un professionnel, ainsi qu'avec le **Comité d'Education Physique et de Gymnastique Adaptée**, qui nous délivre les licences sportives collective avec l'assurance.

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Vice-Présidente, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place des 5 ateliers, ainsi que la participation des usagers
Coût pour les participants x 40 € Auxquels s'ajoute l'adhésion annuelle au service ICA de 20 €
- **AUTORISE** Madame la Présidente, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget du CIAS du Pays d'Uzerche.

Atelier de prévention « Peps Eureka » de l'ASEPT Limousin

Madame Corinne BOUYSSSE – Vice-Présidente- rappelle que l'Association de Santé, d'Education et de Prévention sur les Territoires du **Limousin (ASEPT Limousin)** de la MSA met en œuvre des programmes dans les domaines de la prévention et de l'éducation en santé principalement pour les seniors, vivant à domicile.

L'ASEPT souhaite développer l'atelier « Peps Eureka ». L'objectif de ce programme est de lutter contre les troubles de la mémoire en comprenant et en agissant au quotidien sur sa mémoire.

L'atelier « Peps Eureka » est constitué de 10 séances de 2 heures.

En raison de l'épidémie, le groupe est limité à 9 personnes.

Coût de l'atelier : 20€ pour l'ensemble du programme, facturé par l'ASEPT aux bénéficiaires.

L'ASEPT est porteur du projet, mais souhaite s'appuyer sur les organismes locaux comme les ICA et les communes pour la mise en place et la communication.

Une réunion d'information a eu lieu à Masseret le 27 février dernier. Devant le nombre d'inscrits, l'ASEPT propose d'organiser un 2ème groupe à Perpezac le Noir. Une réunion de présentation est déjà programmée le 10 septembre 2020.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place de l'atelier à Masseret et à Perpezac le Noir,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à promouvoir cette action sur le territoire,
- **AUTORISE** Madame la Présidente, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Atelier de prévention « VITALITE » de l'ASEPT Limousin

Madame Corinne BOUYSSSE – Vice-Présidente- rappelle que l'Association de Santé, d'Education et de Prévention sur les Territoires du **Limousin (ASEPT Limousin)** de la MSA met en œuvre des programmes dans les domaines de la prévention et de l'éducation en santé principalement pour les seniors, vivant à domicile.

L'ASEPT souhaite développer l'atelier « Vitalité ». L'objectif de ce programme vise à responsabiliser chacun vis-à-vis de sa santé, découvrir les éléments clés du vieillissement réussi, agir pour préserver son capital santé.

L'atelier « Vitalité » est constitué de 6 séances de 2 heures, sur diverses thématiques :

1. *Mon âge face aux idées reçues*
2. *Ma santé : agir quand il est temps*
3. *Nutrition, la bonne attitude*
4. *L'équilibre en bougeant*
5. *Bien dans sa tête*
6. *Thèmes aux choix (Un chez moi adapté, À vos marques, prêt, partez, ou Vitalité et éclats pour soi)*

En raison de l'épidémie, le groupe est limité à 9 personnes.

Coût de l'atelier : 20€ pour l'ensemble du programme, facturé par l'ASEPT aux bénéficiaires

L'ASEPT est porteur du projet, mais souhaite s'appuyer sur les organismes locaux comme les ICA et les communes pour la mise en place et la communication.

L'ASEPT propose d'organiser cet atelier à St Ybard, à partir du 06 octobre 2020.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place de l'atelier sur le territoire du Pays d'Uzerche,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à promouvoir cette action sur le territoire,
- **AUTORISE** Mme la Présidente, ou son représentant, à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Le conseil d'administration trouve dommage que le nombre de places soit si faible, alors que la souffrance du public concerné est connue et a évolué avec la période de confinement. Il serait intéressant d'augmenter le nombre d'ateliers.

COMPTE RENDU
Séance du conseil d'administration CIAS
07 septembre 2020 - Vigeois

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTIACCUEIL : MODIFICATIONS

Madame la Présidente rappelle que le CIAS a en charge l'action sociale exercée sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche – conformément aux statuts -.

Elle précise qu'un règlement de fonctionnement est établi pour chacune des structures enfance jeunesse et petite enfance.

Afin de tenir compte de l'évolution des modalités d'accueil, il est nécessaire de procéder à la modification desdits règlements de fonctionnement, et notamment celui du Multi-accueil.

Le Règlement de Fonctionnement précise dorénavant :

- que le dossier administratif comprend une déclaration signée pour autoriser notamment l'enfant à être photographié et à diffuser les photos sur le site internet paysduzerche.fr et autoriser le CIAS à transmettre les données personnelles anonymées pour l'enquête Filoué de la CAF sur l'année N-1.
- qu'en cas de retard de paiement d'une facture, un titre exécutoire de recettes sera adressé par le Trésor Public. Dans ce cas, il faudra envoyer le règlement directement à l'adresse postale indiquée sur le courrier
- la conduite à adopter en cas de maladie
- qu'une convention a été signée avec un médecin généraliste qui intervient à la structure en fonction des besoins.

Après lecture du règlement de fonctionnement du Multi-Accueil, et précisions sur les modifications apportées, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **VALIDE** le nouveau règlement de fonctionnement du multi-accueil « Ile aux rêves », annexé,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir informer les bénéficiaires et les partenaires institutionnels et financiers de cette modification.

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

Madame la Présidente rappelle que le CIAS a en charge l'action sociale exercée sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche – conformément aux statuts -.

Elle précise qu'un règlement de fonctionnement est établi pour chacune des structures enfance jeunesse et petite enfance.

Afin de tenir compte de l'évolution des modalités d'accueil, il est nécessaire de procéder à la modification desdits règlements de fonctionnement, et notamment celui des Accueils de Loisirs Sans Hébergement.

Le Règlement de Fonctionnement précise :

Article 4 : Hygiène-sécurité : « En cas de fièvre et ou symptômes survenant sur le temps d'accueil ; la famille sera prévenue par téléphone. Un avis médical pourra être demandé. L'équipe d'animation appliquera le protocole sanitaire en vigueur, le cas échéant, notamment dans le contexte de circulation de la COVID19 sur le territoire national.

Article 5 : En cas de retard de paiement d'une facture, un titre exécutoire de recettes sera envoyé par le Trésor Public. Dans ce cas, il faudra adresser le règlement directement à l'adresse postale indiquée sur le courrier.

Après lecture du règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement et précisions sur les modifications apportées, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **VALIDE** le nouveau règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement, annexé,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir informer les bénéficiaires et les partenaires institutionnels et financiers de cette modification.

La délibération portant sur les avancements de grades est reportée au prochain conseil d'administration.

Le secrétaire,

Marie FOURNY

La Présidente,

Catherine CHAMBRAS